

LES COMMISSIONS ROYALES INSTITUÉES DEPUIS 1964

Question n° 633—**M. Valade:**

Depuis janvier 1964, a) combien de commissions royales d'enquête furent instituées, b) quelles sont-elles, c) combien chacune d'elles a-t-elle coûté?

(Le document est déposé.)

LES ÉTUDES DE LA DIRECTION DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE DU NORD

Question n° 741—**M. Howard (Skeena):**

Quelles études ont été faites par la section de l'analyse de l'expansion de la Direction de l'expansion économique du Nord, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et a) quelles sommes ont été dépensées pour chacune des études, b) qui a effectué ces études dans chaque cas et c) quel est le stade de chacune?

(Le document est déposé.)

LES SUBVENTIONS À LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Question n° 745—**M. Skoberg:**

1. Si l'on se reporte à la publication récente du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration intitulé «Programme de mobilité de la main-d'œuvre—étude complémentaire» rédigée par la *Kates, Peat, Marwick & Co.* datée du 31 mars 1969, combien de demandes de subventions de déplacement ont été refusées depuis l'adoption de ce programme, jusqu'au 31 décembre 1970?

2. Combien de demandes de subventions de déplacement faites en vertu du programme de mobilité de la main-d'œuvre ont été refusées dans chacune des provinces?

3. Pour quelles raisons a-t-on refusé la plupart des demandes de subventions de déplacement faites aux termes du programme de mobilité de la main-d'œuvre?

4. Combien de demandes de subventions faites aux termes du programme de mobilité de la main-d'œuvre ont été acceptées dans chacune des provinces?

5. Quel est le montant total des subventions versées à ceux qui répondaient aux exigences du programme de mobilité de la main-d'œuvre, dans chacune des provinces?

(Le document est déposé.)

M. Orlikow: Monsieur l'Orateur, je ne veux pas ennuyer le secrétaire parlementaire, mais la question n° 79 est inscrite au *Feuilleton* depuis le premier jour de la session et elle y était inscrite l'an dernier. De fait, elle est au *Feuilleton* depuis près d'un an. Je sais que le premier ministre dispose d'un grand nombre d'experts-conseils, mais de nous faire savoir qui ils sont et ce qu'ils font ne devrait sûrement pas prendre aussi longtemps.

QUESTIONS ORALES

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE CHÔMAGE ET LA CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE—LES PRÉVISIONS QUANT AUX INVESTISSEMENTS ET LA STIMULATION DE L'ÉCONOMIE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais, comme cela devient presque [M. Yewchuk.]

normal, poser une question au ministre des Finances. Vu les problèmes de chômage et la profonde inquiétude qu'ils provoquent, du moins chez un certain nombre de premiers ministres provinciaux, j'aimerais lui demander si lui-même ou ses collègues comptent faire de nouvelles propositions aux premiers ministres provinciaux qui assistent actuellement à la conférence fédérale-provinciale, ou si le gouvernement se contentera de défendre ses propositions et ses dispositions?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, nous comptons évoquer demain de façon détaillée avec les premiers ministres provinciaux les problèmes économiques qu'ils soulèveront.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, cela n'est pas très encourageant, notamment si l'on tient compte des prévisions faites par le Conseil économique du Canada en ce qui concerne les investissements privés, et qui reposent sur des études datant de l'automne dernier. Étant donné ces prévisions—qualifiées de prévisions à moyen terme les plus pessimistes jamais faites par le Conseil et même trop optimistes par la maison James Richardson de réputation notoire—le ministre des Finances peut-il nous dire s'il envisage désormais de prendre des mesures destinées à stimuler vigoureusement l'économie?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, si l'on examine les commentaires du Conseil économique du Canada, on se rend compte que celui-ci a attiré—tout comme je l'ai fait moi-même à de nombreuses reprises—l'attention du monde des affaires sur le stimulant que constitue l'amortissement accru prévu dans mes récentes prévisions budgétaires. Le Conseil note également que, pour la première année, ses prévisions relatives aux nouveaux investissements privés sont inférieures d'environ 2 p. 100 à celles du ministère de l'Industrie et du Commerce. Je pense qu'il est possible de s'en tenir à nos prévisions qui font état d'un accroissement de 11 p. 100 de ces investissements.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre des Finances s'il a l'intention de s'en tenir à ses propres pronostics, étant donné les prévisions très pessimistes qu'a faites le Conseil économique à propos des investissements pour 1972, peu susceptibles de favoriser l'expansion économique, ou songerait-il à proposer un programme plus encourageant?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, j'incline à croire, d'après l'expérience passée, qu'une enquête faite en octobre 1969 ne constitue pas une très bonne prévision de ce qui va se passer dans un an et demi.

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, puisque le Conseil économique estime que les placements de capitaux privés en 1971 n'augmenteront que de 9 p. 100, alors que le gouvernement prévoit une hausse de 11 p. 100, et qu'en 1972 le chiffre retombera à ce qu'il était en 1970, le ministre est-il à mettre au point, soit dans le cadre de son prochain exposé budgétaire, soit sous forme de projet de loi qu'il présentera à la